



PLENIERE DU 7 AVRIL 2015
DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE

*Intervention de David Cormand,
Conseiller régional d'Europe Ecologie-Les Verts.*

Monsieur le Président, mes cher-e-s collègues,

Il y a quelques jours, nous apprenions que le Ministère de l'écologie avait décidé d'escamoter un rapport de l'ADEME, qui devait être présenté au colloque organisé par cette Agence les 14 et 15 avril prochain à Paris.

De quoi s'agissait-il donc pour que les services du ministère de l'écologie bloquent ainsi la diffusion de ce rapport? S'agissait-il d'une nouvelle lubie d'écologistes intégristes? Y avait-il urgence à intervenir pour empêcher la diffusion d'un document des tenants de la fameuse «écologie punitive» si chère à la Ministre de l'Ecologie?

En réalité, il s'agissait d'une étude qui présente un scénario parfaitement réaliste permettant d'atteindre en 2050 un mix électrique français 100% renouvelable.

Cela signifie qu'à l'horizon 2050, dans moins de deux générations, il est possible de tirer 100% des besoins électriques de notre pays du vent, du soleil, des barrages, de la biomasse et des énergies marines.

On pourrait penser qu'en pleine année de la COP 21, qui se tiendra à Paris en décembre, un tel scénario aurait été plébiscité par notre Gouvernement.

D'autant plus que celui-ci complète une série d'études, comme le scénario Négawatt par exemple, qui indiquent la même chose : La France peut se passer du nucléaire et décarboner sa consommation énergétique en créant d'avantage d'emplois et en bénéficiant d'une énergie meilleure marché.

Hélas, une nouvelle fois, la nécessaire transition énergétique de notre pays se heurte aux lobbies et aux inerties politiques.

Pourtant, il y a quelques semaines, nous apprenions les résultats calamiteux de notre fleuron international du nucléaire : AREVA. 5 milliards de pertes en 2014, qui se cumulent avec les autres milliards déjà engloutis les années précédentes.

La réalité est que la France est en train de régresser à toute vitesse sur le terrain de l'énergie. En persistant à mettre tous nos œufs dans le panier percé du nucléaire, nous sommes en train de nous condamner à perpétuité à une énergie chère, polluante et dangereuse.

En vérité, tous nos territoires et leurs habitant-e-s pâtissent du recours aux énergies fossiles, qu'elles soient carbonées ou nucléaire.

Les pays européens les plus en avance renoncent les uns après les autres au nucléaire, sans pour autant avoir recours, comme cela est trop souvent dit à tort, au charbon.

Ainsi, depuis sa décision de sortir du nucléaire en 2010, l'Allemagne a baissé sa production électrique d'origine pétrolière et gazière de 25%. Et depuis 2013, c'est la production électrique issue du charbon qui baisse pour revenir à son niveau de 2010.

Comment cela est-il possible?

Deux chantiers sont mis en œuvre. Ces chantiers génèrent énormément d'emplois non-délocalisables, ils réduisent la précarité énergétique, ils rééquilibrent la balance commerciale, ils améliorent le sort de la planète.

Premier chantier: celui de l'efficacité et de la sobriété énergétique: isolation, déplacements, aménagement du territoire, économie circulaire, circuits courts, agriculture paysanne.

Sur ce chapitre, nous sommes en panne sur tout :

Sur le logement? Les ambitions initiales sont à l'arrêt faute de moyens et du fait de retards dans la mise en œuvre de modes de financement innovants type « tiers-financement ».

Sur les déplacements urbains? Pas de taxe poids lourds, et donc pas de recettes nécessaires pour le cofinancement de plus de 100 projets dans les agglomérations de notre pays.

Sur l'aménagement du territoire? Les projets délirants favorisant la bagnole, les camions et les avions sont toujours ardemment défendus par les élu-e-s nationaux et locaux.

Sur une économie alternative? Le CICE, le pacte de responsabilité sans conditions et les interventions locales trop timides condamnent les initiatives innovantes dans un contexte de crise.

Sur l'agriculture? Le premier ministre, il y a une dizaine de jours, a choisi son camp lorsque s'adressant à la FNSEA, il leur a indiqué qu'ils étaient les premiers écologistes de France...

Il est vrai qu'ils sont sans doute autant écologistes que lui-même est socialiste...

Le deuxième chantier est celui des énergies renouvelables...

L'enterrement de première classe de ce rapport de l'ADEME situe bien le niveau d'ambition de la Ministre et de la France dans ce domaine.

Même la parution d'un rapport pose problème aux tenants de l'écologie canada dry... Pourtant, c'est possible d'agir. En Allemagne toujours, la production d'électricité renouvelable a progressé de 53% en 4 ans.

Le statu-quo, le manque d'ambition et de volonté politique forte dans le domaine de l'énergie, sont en train de condamner l'avenir économique de notre pays.

Pourtant, la transition énergétique est indissociable de la transition écologique de notre économie. Ne pas le comprendre, c'est nous condamner à la triple peine: la peine écologique, économique et sociale.

Dans un contexte de crise écologique, économique et démocratique profonde, on ne peut que déplorer ce spectacle du renoncement permanent.

On ne peut que ressentir de la colère face au décalage grandissant entre ce qui est dit en matière d'écologie, comme dans d'autres domaines, et ce qui est fait.

Les Françaises et les Français ont d'ailleurs exprimé leur ras-le-bol face à cette situation et cette inertie lors des dernières élections départementales, en s'abstenant massivement, en votant pour l'extrême-droite et en sanctionnant durement les exécutifs socialistes locaux.

Dans ce contexte de débâcle, je me félicite de l'élection de la première conseillère départementale écologiste de notre région, Maryannick Deshayes, qui était candidate aux coté du communiste Gaëtan Levitre dans le canton de Pont de l'Arche.

Cette entrée de l'écologie dans le Conseil départemental de l'Eure ne compense hélas pas le sentiment de gâchis face aux défaites à répétition de la Gauche.

Ce qui rajoute à ce sentiment de gâchis, c'est le sentiment de perdre en rase campagne en renonçant non seulement aux électrices et aux électeurs qui nous faisaient confiance, mais en renonçant aussi sur les idées et les valeurs de Gauche...

Car enfin, à votre avis, pour qui ont voté les membres de la FNSEA que Manuel Valls essayait de séduire à trois jours du second tour des élections départementales?

On ne sait plus quel ton utiliser pour que chacun se ressaisisse et qu'en premier lieu, le Gouvernement et le Président de la République fassent ce pour quoi les Françaises et les Français avaient majoritairement voté pour eux en 2012 : le changement.

Je vous remercie.